

Gauthier Bouchet

Bonjour, voici mes réponses à votre questionnaire (Gauthier Bouchet - Front national - huitième circonscription) :

IVG

Je suis pour la liberté d'accès à l'interruption volontaire de grossesse. Je suis toutefois défavorable à l'idée d'en faire une liberté fondamentale, c'est-à-dire, de l'inscrire dans la Constitution de la République française.

Je suis défavorable au délit d'entrave numérique à l'avortement.

Il me semble souhaitable de faire baisser le nombre d'avortements, à la fois par la mise en place d'un cadre macro-économique favorable aux familles françaises (réindustrialisation, protectionnisme, priorité donnée aux PME-TPE), la réduction des flux migratoires et une refonte de nos politiques familiales.

Euthanasie

Je suis personnellement défavorable à l'euthanasie. Ces dernières années, des réflexions philosophiques autant que la lecture de différentes œuvres de science-fiction (notamment le roman dystopique *Les Fils de l'homme*), prospectives en la matière, ont consolidé mon point de vue sur l'euthanasie, et son rejet.

Créer un droit à l'euthanasie serait, je le crois, ouvrir une boîte de Pandore. Je me refuse à cette perspective cynique d'une dévalorisation de la vie et de la dignité humaine, en une période de si grand progrès technique et scientifique, bien que je comprenne — sans pouvoir la juger — la souffrance des malades en phase terminale.

L'euthanasie n'est pas, selon moi, marque de progressisme. C'est une involution de nos sociétés.

En résumé, je ne pense pas que la puissance publique ait le droit d'administrer une fin de vie à des malades. Ce n'est pas ma conception des choses.

Mon opposition aux dérives euthanasiques passe notamment par mon opposition au processus d'intégration européenne tel que conduit actuellement par l'Union. Il me semble naïf de croire qu'en conservant la France au sein de l'Union européenne, elle sera plus protégée des dérives sanitaires de tous ordres, y compris celles relatives à la fin de vie.

Mariage pour tous

Je suis contre le mariage pour les personnes de même sexe. Selon moi, le mariage n'est pas une reconnaissance sociale de l'amour. Il a vocation, avant tout, à fonder un foyer : le mariage, c'est, à terme, le cadre le plus stable pour la transmission de la vie.

J'ai à ce titre, dans le cadre des événements locaux et nationaux de la Manif pour tous, manifesté mon opposition à plusieurs reprises contre le projet de loi de Christiane Taubira ouvrant droit au mariage pour tous (février et avril 2013), puis à la loi elle-même (octobre 2014).

Toutefois, je suis favorable à un PACS amélioré passant par la possibilité d'une union civile entre personnes du même sexe, qui viendra remplacer les dispositions de la loi Taubira, sans effet rétroactif.

PMA

Je suis favorable à la stricte réservation de la procréation médicale assistée (PMA) comme réponse médicale aux problèmes de stérilité, pas davantage.

GPA

Face aux pressions d'autorités supranationales — et notamment, j'y viens encore, de la Commission européenne — je souhaite que soit maintenue l'interdiction de toute gestation pour autrui (GPA). En France, les ventres des femmes ne sont pas à louer. Ce serait une épouvantable atteinte à la dignité humaine : que l'on nous parle pas de droits des femmes ensuite !...

Mariage civil

Je considère effectivement le mariage civil comme cadre légitime (mais non exclusif) d'éducation des enfants, devant être soutenu par la loi.

Divorce sans juge

Je suis réservé sur la possibilité de divorcer sans juge, qui constitue une précarisation objective du mariage. Aujourd'hui, un tiers des Français mariés divorcent. Ces proportions sont plus importantes encore dans les métropoles... et c'est sans parler de la capitale. Je ne vois pas bien comment le divorce sans juge participerait à une inversion de cette tendance de fond, dramatique pour notre cohésion nationale, la famille — et en l'espèce, la famille unie — constituant la base de toute collectivité humaine.

École

Je souhaite que soit assurée la transmission des connaissances par le renforcement des apprentissages fondamentaux (français, histoire, calcul). À l'école primaire, je veux que soit réservé la moitié du temps d'enseignement au français, à l'écrit comme à l'oral. Il conviendra de supprimer l'enseignement des langues et cultures d'origine (ELCO).

Selon moi, les parents constituent effectivement les principaux éducateurs de leurs enfants. C'est ce pourquoi, notamment, je souhaite que la lutte contre la délinquance des mineurs passe par une responsabilisation des parents et la suppression du versement des aides sociales aux parents de mineurs récidivistes en cas de carence éducative trop grande.

Je suis pour la liberté scolaire la plus grande. Ma ville, Saint-Nazaire, comme la France, a trop souffert de la guerre scolaire. N'y revenons plus... Avançons.

L'enseignement privé et hors-contrat doit garder sa place, à la condition d'une meilleure compatibilité avec les valeurs de la République française des enseignements qui y sont dispensés. Restons vigilants, par ailleurs, face à la progression de l'enseignement religieux musulman, qui n'est pas neutre en cette période de terrorisme islamiste et de communautarisation de notre pays.

Je suis contre de chèque-éducation. Je juge cette mesure trop libérale. Elle est incompatible avec le programme éducatif de Marine Le Pen.

Education sexuelle

L'éducation sexuelle doit être garantie à l'école au collège, à partir de la quatrième, comme je l'ai connu étant adolescent. Elle est particulièrement utile pour les catégories populaires, je serai donc attaché, a minima, à son maintien.

Les dérives relatives à une éducation trop précoce (dès le primaire) ou trop orientée idéologiquement, voire politiquement, doivent cesser. En particulier, je serai attentifs à ce que, sous couvert d'éducation sexuelle et/ou affective de nos jeunes, l'on n'accorde pas de subventionnements publics à des associations qui, par ailleurs, seraient idéologues dans leur fonctionnement, ou politisées dans leurs messages.

Je ne crois pas que grand-chose puisse être entrepris concernant la pornographie sur Internet, alors que, depuis la création du Web, un tiers des sites mondiaux sont dits pornographiques. Le prétendre serait démagogique. Je ne le prétends donc pas.

Ce qui peut être fait, c'est en revanche de limiter drastiquement les formes de « pornographie douce » (soft porn) qui peuplent l'affichage public, relatifs à la mode, l'automobile et l'alimentation, et incitent objectivement à la consommation. Je les observe notamment dans les grandes villes et, de manière inquiétante, parfois à proximité des écoles. Restons donc vigilants.

Au-delà, c'est la lutte contre la pédopornographie qui me semble prioritaire.

Politique familiale

Je rejoins pleinement Marine Le Pen, dans sa volonté de mettre en œuvre une vraie politique nataliste réservée aux familles françaises, en rétablissant l'universalité des allocations familiales et en maintenant leur indexation sur le coût de la vie. Candidat de Marine Le Pen, je prône également une libre répartition du congé parental entre les deux parents.

Je souhaite que soit progressivement rehaussé le plafond du quotient familial, rétablie la demi-part des veuves et veufs qu'avait supprimé François Fillon, « candidat des familles » (!) et que la majoration des pensions de retraite pour les parents de famille nombreuse soit défiscalisée.